

**6.3% D'AUGMENTATION DES SALAIRES DANS LA
FONCTION PUBLIQUE EN ALLEMAGNE :
UN ACCORD PAS HISTORIQUE, MAIS PRESQUE**

Odile Chagny
Billet du CEP
Avril 2012

6.3% d'augmentation des salaires dans la fonction publique en Allemagne :

un accord pas historique, mais presque

La revalorisation de 6,3% des salaires conclue dans la fonction publique en Allemagne vendredi 30 mars est considérée comme un signal fort pour les grandes branches amenées à conclure des accords en 2012 (en particulier la métallurgie, la chimie et la banque). Il suscite des réactions pour le moins contrastées, qui vont de la satisfaction de voir ces bons résultats soutenir la demande intérieure en Allemagne dans le contexte d'atonie actuel de nombreux pays de la zone euro (plusieurs ministres du gouvernement fédéral, dont le ministre des finances) à la menace de compenser ces hausses par des réductions d'effectifs ou des hausses de tarifs (le président de l'Union des villes et des communes) ou aux mises en garde contre les risques inflationnistes qui pourraient résulter d'un effet d'entraînement sur les autres branches (le président de la Bundesbank). Quelques remarques peuvent être formulées en première analyse pour décrypter cet accord.

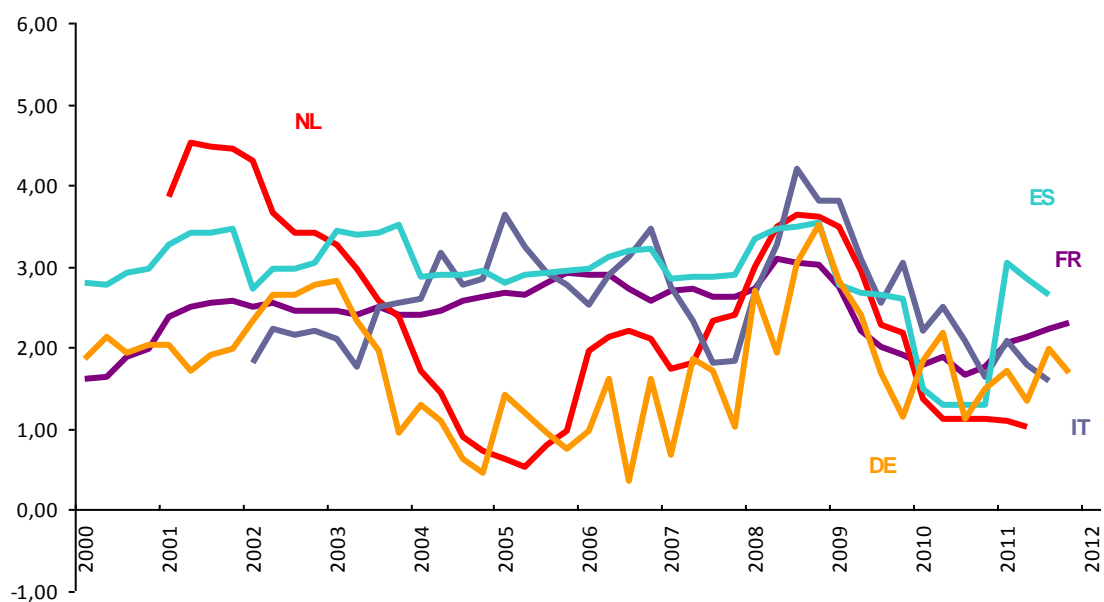
On est tout d'abord loin du dérapage salarial. L'accord est conclu pour une période de 26 mois (la durée moyenne des conventions collectives en Allemagne est à l'heure actuelle de deux ans), et prévoit trois revalorisations (+3,5% en mars 2012, +1,4% en janvier 2013, +1,4% en août 2013). Il devrait en résulter une progression en moyenne annuelle de +3,8% en 2012¹ et de +2.6% en 2013. La hausse est conséquente, mais elle vise aussi à rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies au cours des années passées. La fonction publique avait en effet été l'une des premières branches à ouvrir le round des négociations collectives fin 2009 et le contexte de forte dégradation de la situation budgétaire avait débouché sur des hausses très modérées (pour mémoire, le déficit budgétaire de l'ensemble des administrations publiques s'est monté à 4.4% du PIB en 2010). Si l'on tient compte des hausses qui sont déjà programmées pour 2012 dans d'autres branches (seuls 9,1 millions de salariés sont amenés à renouveler les conventions collectives en 2012, soit 48% des effectifs couverts par la confédération DGB), la progression des salaires conventionnels sur le cumul des années 2010-2011-2012 reste légèrement inférieure à celle de l'ensemble des secteurs (+5,6% dans la fonction publique, contre +5,9% dans l'ensemble des branches).

L'accord va soutenir la progression du pouvoir d'achat des salaires en Allemagne en 2012 et en 2013, mais sa portée doit être relativisée. Il couvre en effet l'ensemble des salariés de la fonction et des services publics du Bund et des communes (soit 1,2 millions de salariés en 2010, à près de 90% communaux), et devrait être, selon les déclarations du ministre de l'intérieur, étendu aux 500 000 fonctionnaires de carrière (*Beamte*) relevant de ces deux échelons territoriaux. Il ne concerne en revanche pas les salariés des Länder (1,2 million en 2010), qui relèvent d'une convention collective séparée depuis 2006, et pour lesquels les augmentations de salaires prévues pour 2012, nettement moins dynamiques (+1,9% au premier janvier 2012), ont été conclues en 2011. Seule la moitié des effectifs de la fonction publique sont donc concernés, soit environ 5% de l'ensemble des effectifs salariés en Allemagne.

S'il n'est pas certain que, du fait du contexte particulier des négociations dans la fonction publique, l'accord exerce un réel effet d'entraînement sur les autres branches, il fait suite à des augmentations dynamiques conclues dans la sidérurgie en novembre 2011 (+3.5% pour 2012 en moyenne annuelle) et donne un signal fort en faveur du soutien au pouvoir d'achat, alors même que les signaux d'une réelle inflexion des négociations collectives en faveur d'un dynamisme des salaires négociés étaient jusqu'à présent restés ténus. La pratique du report des augmentations sur un ou plusieurs mois (88% des salariés concernés par les négociations collectives en 2011) ou des primes forfaitaires (1/4 des salariés concernés en 2011) s'est considérablement développée au cours des années récentes, atténuant d'autant l'impact des hausses négociées sur la progression effective des salaires. En 2010 et 2011, les hausses de salaires mensuelles négociées se sont montées à 2% sur le champ couvert par la fédération DGB, soit des hausses proches de celles observées au milieu des années 2000, mais en net retrait par rapport aux hausses négociées juste avant la crise en 2007 et 2008 (environ 1 point). En 2012, et en ne tenant compte que des hausses déjà négociées, la progression des salaires négociés devrait largement dépasser les 2%, de quoi matérialiser la fin de la modération salariale.

¹ En tenant compte de l'effet de base des hausses entrées en vigueur en 2011.

Graphique : taux de croissance des salaires négociés* en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne



*Sources : Espagne : Banca de Espana ; Royaume-Uni : ONS, Monthly Wages and Salaries Survey (MWSS), Allemagne : salaires conventionnels, Bundesbank ; Pays-Bas : Cao loonen, CBS ; France : salaires mensuels de base, Enquête Acemo Dares, INSEE ; Italie : retribuzione contrattuali, ISTAT

Evolution comparée des déterminants de la croissance en France et en Allemagne

	2004-2007		2010		2011		2012	
	Allemagne	France	Allemagne	France	Allemagne	France	Allemagne	France
PIB	2,7	2,3	3,6	1,4	3,2	1,7	0,7	0,2
contribution au taux de croissance annuel du PIB : (en points de %)								
...de la consommation des ménages	0,5	1,2	0,3	0,8	0,8	0,2	0,4	0
...des échanges extérieurs	1,2	-0,5	1,4	0,1	0,8	-0,1	-0,4	0,6
Evolution des salaires et du marché du travail								
Salaire moyen par tête	0,9	3,0	2,2	2,0	3,3	2,3	3,0	2,3
Emploi total	0,6	1,1	0,5	0,0	1,4	0,7	1,2	-0,1
Masse salariale totale	1,5	4,1	2,7	2,0	4,7	3,0	4,2	2,2
IPC	1,4	2,0	1,9	1,2	2,1	2,0	2,3	2,3
Pouvoir d'achat de la masse salariale	0,1	2,0	0,7	0,8	2,5	1,0	1,9	-0,1
RDB nominal	1,9	4,3	2,9	2,0	3,2	3,4	2,9	2,2
Déterminants des échanges extérieurs								
Taux de croissance de la demande adressée	8,3	8,1	13,1	12,5	7,1	7,1	0,3	0,5
Exportations	9,9	3,7	14,9	11,3	9,3	4,4	1,7	1,3
Importations	9,0	6,0	12,5	9,1	8,9	5,4	2,0	-0,9

Sources : IFW Kiel, OFCE, Statistisches Bundesamt, INSEE, CEP Groupe Alpha.

Remarque : en Allemagne, la hausse des salaires effectifs en 2010 et 2011 a été soutenue par la remontée de la durée du travail et le retour du paiement de primes qui avaient été supprimées pendant la crise.